

<https://ricochets.cc/France-Travail-deregulation-pressions-et-precarite-sous-le-pretexte-de-quete-du-plein-emploi-7267.html>



France Travail : dérégulation, pressions et précarité sous le prétexte de quête du plein emploi



- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 18 janvier 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Quelques nouvelles de France Travail

Le passage de « Pôle Emploi » à « France Travail » qui a eu lieu depuis le 1er janvier annonce une attaque idéologique et politique au long court contre celles et ceux qui refusent de faire du travail le centre de leur vie, mais aussi contre tous les précaires, allocataires divers et smicards.

FRANCE TRAVAIL, C'EST QUOI ?



- " Un « réseau pour l'emploi » regroupant les missions locales (qui accompagnent les jeunes), Cap emploi (pour les personnes en situation de handicap), l'État et les collectivités locales
- " Le conditionnement du RSA ou du chômage à 15h d'activités avec suspension temporaire du versement de l'allocation en cas de non-respect de cette règle.
- " Le doublement des contrôles de la recherche d'emploi
- " L'ensemble des demandeurs d'emploi sera inscrit à France Travail et devra signer un "contrat d'engagement", dans lequel sera défini le "suivi individualisé" de la personne. En cas de non-respect du contrat, la personne risquera une radiation.
- " Réduction des 27 mois d'allocation des seniors à 18 mois.
- " Un nouveau régime de contrôle et de sanctions : un.e salarié.e en CDD ou en contrat d'intérim dans une entreprise privée se verra refuser son indemnisation au chômage en cas de refus de deux propositions de CDI de la part de son employeur dans un délai d'un an.

IDÉOLOGIE DU PLEIN-EMPLOI : EXPLOITER À TOUT PRIX LES PLUS PRÉCAIRES

- " L'Etat macroniste veut intégrer à marche forcée les chômeur.euses et les précaires dans le marché du travail.
- " Au nom de cette idéologie, il veut punir toutes les personnes qui ne sont pas assez productives. Cette réforme vise à davantage faire travailler les plus pauvres en les obligeant à accepter des jobs de misère, voire à fournir du travail gratuit.
- " Conditionner le RSA ou le chômage à 15h de travail revient en réalité à mettre en concurrence allocataires et smicards. Pourquoi ? Pour faire baisser le coût de la main d'oeuvre et les salaires et ainsi augmenter les profits du patronat.
- " Tout laisse croire que la mise en place de "France Travail" répond à un plan d'attaque d'ampleur contre les pauvres : après la réforme de l'assurance chômage et la réforme des retraites, il faut désormais occuper les emplois non pourvus coûte que coûte, faire travailler les seniors et faire la chasse aux "oisifs" et autres "mauvais pauvres".
- " La création de France Travail et la réforme du RSA qui l'accompagne font beaucoup penser aux réformes allemandes « Hertz » des années 2000 sous Gerhard Schröder. Elles ont eu pour conséquence une baisse généralisée des salaires et une multiplication de travailleur.euses pauvres. En bref : tout le monde y perd, sauf les patrons.

FRANCE TRAVAIL : UN OUTIL DE GESTION, DE CONTRÔLE ET DE DRESSAGE POUR TOUT LE MONDE.

" Derrière les soit disant « politiques d'accompagnement et d'encadrement des chômeurs », il y a la volonté de la part de l'État et du patronat de convertir celles et ceux qui sont mal "intégrés" au marché de l'emploi aux nouvelles formes d'organisation du travail promues par la « start-up Nation ».

" Les "suivis" proposés par "France Travail" confirment une approche individualiste et culpabilisatrice de l'insertion : les techniques de management et de coaching utilisées par les « professionnels de l'insertion » mettront en avant la "responsabilité individuelle" des précaires en leur faisant croire que leur situation serait d'abord due à un manque de projet personnel ou à une trop faible volonté entrepreneuriale.

ÿ" France Travail est aussi une réponse politique adressée à une jeunesse qui déserte de plus en plus massivement les « bullshit jobs » et autres emplois mal payés, remettant en cause le bien-fondé du rapport salarial. Cette tendance à la sécession fait peur au pouvoir, France Travail veut y remédier.

" La création de nouvelles sanctions représente l'aspect coercitif de cette réforme : jusqu'à présent, la plupart des contrôles concernant le versement des allocations s'effectuaient dans une logique de lutte contre la fraude. Avec France Travail, il s'agit d'élargir et de généraliser cette logique sanctions et punitions serviront désormais surtout à faire du chantage à l'emploi. Tu ne veux pas accepter le taff qu'on te propose ? France Travail suspend tes allocations.

► source : [Quelques nouvelles de France Travail](#)

NOTES - Le capitalisme se contrefout des emplois :

Pour survivre à lui-même, pour perdurer face au chaos anti-social violent et destructeur qu'il alimente, pour tenir face à la concurrence et à la baisse du prix des marchandises vendues, pour fabriquer toujours plus d'argent... le capitalisme doit réduire ses coûts de production en permanence.

Quand la robotisation, le colonialisme, l'extractivisme qui ravage la Terre, les guerres, l'obsolescence programmée et l'augmentation de la productivité ne suffisent pas, le capitalisme et les gouvernements diminuent les salaires et les prestations sociales. **C'est l'objectif sous-jacent de "France Travail" : essorer davantage les pauvres, travailleurs, précaires, chômeurs, RSAistes, les dresser les uns contre les autres, pour que le capitalisme tienne et continue à augmenter le tas d'argent des riches et du Capital qui doivent réinvestir sans cesse pour augmenter la productivité.**

Dans ce cadre, le rôle constant et obligé des gouvernements de tout bord politique est d'augmenter l'attractivité de l'entreprise start-up France, en diminuant les salaires et des aides sociales, en finançant les "innovations" qui servent aux capitalistes, et en augmentant les aides directes ou indirectes aux entreprises.

On ne veut pas le « plein emploi », le plein capitalisme

Bien sûr, le capitalisme se contrefout des emplois, les salaires (et les aides sociales) sont pour lui une « charge », qu'il réduit et élimine dès qu'il le peut. Le soi-disant objectif de « plein emploi » mis en avant par les gouvernements sert opportunément et cyniquement à faire passer l'objectif réel de maintien à flot du capitalisme et des profits qu'aiment tant les riches et les actionnaires.

Quand le capitalisme aura développé en grand la robotisation et les IA partout, il détruira sans scrupule d'innombrables emplois obsolètes qui lui coûtent de l'argent et plombe sa compétitivité sur les marchés mondiaux.

On ne veut pas le « plein emploi », le plein capitalisme, on veut pouvoir assurer notre subsistance individuellement et collectivement, loin de la dépendance à l'Etat, au travail du modèle capitaliste, au libre marché et au système techno-industriel.

Mort à France Travail, mort au capitalisme !